



AU MENU DE LA CONFÉRENCE SOCIALE : LE SALAIRE DE L'ENTRÉE AU DESSERT!

Les prix des carburants atteignent à nouveau des sommets. Les factures de gaz et d'électricité continuent de grimper, les taxes foncières arrivent dans les boîtes aux lettres ou les boîtes mails, la question du pouvoir d'achat reste un sujet pour un grand nombre de salariés et leurs familles.

Bien qu'on nous dise que les prix stagnent, baissent ou ralentissent, l'inflation reste élevée. Chacun s'en rend compte.

Jamais avare d'effets d'annonce visant à éviter de véritables mesures de soutien au pouvoir d'achat, le gouvernement a proposé aux distributeurs de carburants de vendre à perte pour enclencher une baisse des prix. Cette initiative semble vouée à l'échec puisque les grands distributeurs ont d'ores et déjà annoncé jeudi dernier qu'ils refuseraient de vendre à perte.

Notre CCN se réunit cette semaine à Bourges, ce sera l'occasion de débattre et de réaffirmer nos revendications, notamment en matière de salaires à quelques semaines d'une conférence salariale annoncée pour octobre. Elle traitera notamment des bas salaires, et plus particulièrement du rattrapage des bas de grille dans les branches lors des revalorisations du Smic. Mais il faut aussi traiter de l'ensemble des coefficients des grilles et de l'ensemble des salaires! Et aussi du salaire différé, des allègements de cotisations sociales qui créent des trappes à bas salaires.

Pour FO, nous rappellerons que nous sommes le syndicat de la fiche de paye, nous irons une

nouvelle fois réclamer un coup de pouce au Smic et l'augmentation du point d'indice de la fonction publique. Nous irons demander le retour à l'échelle mobile des salaires. Et de réelles négociations pour permettre l'augmentation des salaires, du public comme du privé, des pensions et des minima sociaux, partout! Et nous continuerons à demander l'ouverture de négociations salariales, dans les branches et les entreprises. Et à activer les clauses de revoyure.

Nous redirons notre revendication sur la conditionnalité des aides publiques, alors que l'État se refuse toujours à fixer des règles, voire des sanctions, aux entreprises lorsqu'elles reçoivent un soutien public et ne respectent aucun engagement en matière d'emploi ou de relocalisation.

Nous redirons notre revendication sur la fin des exonérations de cotisations patronales, qui creusent le déficit de la Sécurité sociale.

Près de 80 milliards qui s'évaporent chaque année. Ce fameux « *trou de la Sécu* » n'est qu'une illusion qui fait croire que notre système serait déficitaire par trop de soins et trop de solidarité, alors qu'en réalité on le prive de ses propres ressources.

Enfin, la question des salaires, c'est aussi celle de l'emploi. Reprendre les choses par le bon bout, c'est aussi traiter des questions d'emploi tout au long de la vie, des contrats courts, des temps partiels subis, des parcours professionnels, des reconversions, de l'emploi des seniors, des retraites progressives, de l'égalité femmes-hommes.

FO rappellera que nous sommes le syndicat de la fiche de paye

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr